

Rachid ZOUAIMIA

le droit de la concurrence



TABLE DES MATIERES

TABLE DES ABREVIATIONS	3
INTRODUCTION	5
I - Définition du droit de la concurrence	5
II - Contenu du droit de la concurrence	9
III – L'émergence du droit de la concurrence	12
A - La consécration du principe de la liberté du commerce et de l'industrie	13
1 – Les prémices ou la privatisation de l'économie	13
2 – La constitutionnalisation du principe	16
B - Le principe de la liberté de la concurrence	18
TITRE I – GENERALITES	21
CHAPITRE I – L'OBJET DU DROIT DE LA CONCURRENCE	22
Section I – Champ d'application de la loi : l'entreprise	22
I – L'exercice d'une activité économique	22
II – Les éléments indifférents à la qualification d'entreprise	23
Section II – Les notions fondamentales du droit de la concurrence	24
I – Le marché en cause ou marché pertinent	24
II – Le pouvoir de marché	27
CHAPITRE II – LE CONTRÔLE ADMINISTRATIF DE LA CONCURRENCE	29
Section I – La qualification juridique du Conseil de la concurrence	29

I - Le Conseil : une autorité administrative ?	30
A - Les manifestations du caractère administratif de l'organe	31
B - L'exercice de compétences contentieuses	35
II - L'étendue de l'indépendance de l'organe	39
A - Au plan organique	39
1 - Composition	39
2 - Mode de désignation des membres du collège	41
3 - Le statut des membres du collège	43
4 - Le rattachement de l'organe	45
B - Au plan fonctionnel	46
1 - Les moyens juridiques	46
a - La personnalité juridique	47
b - Le règlement intérieur	48
2 - Les moyens financiers	48
3 - Le pouvoir de l'exécutif de passer outre les décisions du Conseil	49
Section II - Le Conseil de la concurrence : autorité de régulation ?	50
I - Les thèses réductrices	51
A - Le traitement des acteurs du marché	51
B - Les objectifs	52
C - Les instruments d'intervention	54
D - Le déroulement temporel des interventions	55
E - L'accès différencié à l'information	56

II – Éléments critiques des thèses dominantes	54
A – La fonction consultative	59
B – L'autorisation des opérations de concentration	60
C – Les exemptions et attestations négatives	61
D – Le pouvoir d'injonction et les mesures provisoires	64
E – Les procédures alternatives	66
F – La question du pouvoir réglementaire	67
TITRE II – LES PRATIQUES ANTICONCURRENTIELLES	71
CHAPITRE I – LES PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE	72
Section I – Le principe de la prohibition des pratiques restrictives	71
I – Les ententes illicites	71
A – Les critères de l'illicéité de l'entente	72
1 – Le concours de volontés	72
a - Les participants à la concertation ou les auteurs	72
b – Les formes de concertation	75
2 – L'effet restrictif de concurrence	78
a - L'existence d'une restriction	78
b – La localisation de la restriction	81
B – Les tempéraments au principe de l'illicéité de l'entente	82
1 - La théorie du seuil de sensibilité	82
2 - La règle de raison	84
3 – Les attestations négatives	86

II - Les abus de domination	89
A - L'abus de position dominante	89
1 - L'exigence d'une position dominante	90
2 - L'exploitation abusive de la position dominante	96
3 - Les restrictions à la concurrence	97
B - L'abus de dépendance économique	101
1 - L'existence d'une situation de dépendance économique	104
2 - L'exploitation abusive d'une telle situation	109
3 - Une affectation du fonctionnement ou de la structure de la concurrence	111
III - Les pratiques de prix abusivement bas	114
1 - Le prix de vente au consommateur	116
2 - Le caractère abusivement bas d'un prix	120
3 - L'effet d'éviction	122
IV - Les pratiques exclusives	127
A - La concession exclusive	128
B - Le cas particulier des contrats de franchise	132
Section II - L'exception au principe : les exemptions	138
I - L'exception législative ou réglementaire	139
II - Les exceptions liées à la notion de progrès économique	143
1 - Le progrès économique au sens large	144
2 - Les pouvoirs du Conseil de la concurrence : le bilan économique	148
CHAPITRE II - LES CONCENTRATIONS D'ENTREPRISES	151

Section I - Le domaine du contrôle des concentrations	152
I – Définition des opérations de concentration	152
A - L'opération de fusion d'entreprises	153
B - La création d'une entreprise commune	154
C – La concentration par prise de contrôle	158
1 - Le contenu de la notion de contrôle	159
2 – La notion d'influence déterminante	160
a - Les droits conférés aux actionnaires	160
b - Les relations contractuelles	161
c - Autres moyens	162
II – La condition d'entrave à la concurrence	164
A – La mesure de l'atteinte à la concurrence	164
1 - Le seuil critique	164
2 - Le calcul du seuil	168
B – L'appréciation de la concentration	171
1 - Le bilan concurrentiel	171
2 - Le bilan économique	171
3 - L'atteinte à la concurrence et les exigences de l'intérêt public	177
a - L'exonération législative ou réglementaire	177
b - Le pouvoir d'évocation du gouvernement	178
Section II - La procédure de contrôle des concentrations	179
I – Le contrôle relevant du Conseil de la concurrence	179
A - De la saisine du Conseil de la concurrence	180

1 - La notification préalable	180
2 - Contenu de la notification	180
a - Données relatives aux entreprises parties à la concentration	182
b - Données relatives à la concentration	181
c - Données relatives au marché	181
3 - Le défaut de notification	182
B - Déroulement du contrôle	183
C - Décision d'autorisation ou de refus de la concentration	184
II - Le contrôle des autorités de régulation sectorielles	189
A - Le dédoublement des contrôles	189
B - Les risques de désordre	194
TITRE III - SANCTION DES PRATIQUES RESTRICTIVES DE CONCURRENCE	196
CHAPITRE I - LES POUVOIRS DE SANCTION DU CONSEIL DE LA CONCURRENCE	197
Section I - Procédure devant le Conseil de la concurrence	197
I - Saisine du Conseil de la concurrence	197
1 - Saisine extérieure	197
2 - Saisine d'office	200
3 - Champ de la saisine	200
II - Procédure d'enquête	202
1 - Les enquêtes non coercitives	202
2 - Les enquêtes coercitives	203

III – Séances du Conseil de la concurrence	205
Section II – Mesures prononcées par Conseil de la concurrence	207
I – Injonctions et mesures provisoires	207
1 – Les mesures provisoires	207
2 – Les injonctions	209
II – Les sanctions proprement dites	211
1 - Sanctions pécuniaires et astreintes	211
a - Sanctions encourues	211
b - Critères de fixation des sanctions	212
2 - Sanctions complémentaires	215
3 - Les procédures alternatives	216
a – La procédure de non contestation des griefs ou de transaction	216
b – La procédure de clémence	217
c – La procédure d'engagement	218
CHAPITRE II – LES GARANTIES DU PROCES EQUITABLE	219
Section I – Garanties d'impartialité et respect de l'égalité des parties	219
I – Le principe d'impartialité	220
A – L'impartialité subjective	220
1 - Le régime des incompatibilités	220
2 - Le procédé de l'empêchement	222
B – L'impartialité objective	223

1 - Le droit d'action	223
2 - La participation du rapporteur au délibéré	225
II - Le principe de l'égalité des armes	227
a - Le principe du contradictoire	227
2 - Le droit à l'assistance d'un défenseur	228
Section II - Le contrôle juridictionnel des décisions du Conseil	229
I - La question du recours juridictionnel	229
A - L'imbroglio juridique de la compétence judiciaire	230
B - Les lacunes de la loi	234
II - La question du sursis à exécution	239
BIBLIOGRAPHIE	242
TABLE DES MATIERES	262